



Commission des Pétitions

PROJET DE Procès-verbal de la réunion du 12 juillet 2018

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 29 mai et 6 juin 2018 et de la réunion jointe du 7 juin 2018
2. 7300 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017)
 - Désignation d'un rapporteur
 - Conclusions de la Commission
- 3.
4. Suivi des pétitions en cours d'instruction
5. Divers

*

Présents : M. Marc Angel, Mme Nancy Arendt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, Mme Claudine Konsbruck, M. Claude Lamberty remplaçant M. Lex Delles, M. Marco Schank, M. Roberto Traversini

Mme Vera Haas-Gelejinsky, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Lex Delles, M. David Wagner

*

Présidence : M. Marco Schank, Président de la Commission

*

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 29 mai et 6 juin 2018 et de la réunion jointe du 7 juin 2018

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont adoptés.

2. 7300 **Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017)**

Madame Claudine Konsbruck est désignée rapportrice du débat d'orientation

sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017).

Monsieur le Président, après avoir retracé les points saillants du rapport de l'Ombudsman 2017, présente un projet de texte sur les conclusions de la Commission dans le cadre du débat d'orientation 7300. Il est décidé de reporter à une réunion ultérieure la question relative à l'intégration du Médiateur dans la Maison des droits de l'homme.

3. **Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique**

Après un échange de vues, la Commission émet un avis positif au sujet des demandes de pétition publique 1057, 1062, 1064, 1066 et 1069 reprises ci-après.

Demande de pétition publique 1057 - Introduction du droit à la déconnexion

Demande de pétition publique 1058 - Prise en charge des soins préventifs dentaires (parodontie)

Demande de pétition publique 1062 - Pour un temps travail légal dégressif pour les salariés à partir de l'âge de 50 ans sans perte de salaire

Demande de pétition publique 1064 - Egalité en matière de pension pour les couples vivant en ménage commun sans être mariés ni pacsés et ayant des enfants en commun ou non

Demande de pétition publique 1066 - Ofschafe vu Flichtdeeler bei lerwschaften, egal a wat fir enger Form

Demande de pétition publique 1069 - Interdiction de fumer aux terrasses des restaurants.

Elle en fait de même pour les textes reformulés des demandes de pétition publique 998 et 1011 :

Demande de pétition publique 998 - Le contrôle de la mise en place de la récupération/tri des Déchets des Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) ménagers par les distributeurs des EEE ménagers

Demande de pétition publique 1011 - Règle de répartition des charges communes d'une résidence

La Commission émet un avis négatif sur les demandes de pétition publique suivantes :

Demande de pétition publique 1061 - Gesetzlech gereegelt Verhalensreegelen fir Politiker mat engem Punkte System

La demande en question constitue une généralisation abusive ainsi qu'une immixtion dans la liberté de parole des Députés. Par ailleurs, les règles de comportement et de civilité sont fixées par le Règlement de la Chambre des Députés (Titre I, chapitre 9 – De la discipline). Enfin, c'est l'électeur qui

sanctionne le comportement d'un homme politique.

Demande de pétition publique 1065 - Abris pour les aires de jeux des enfants

La demande de pétition publique relève du domaine de compétence de la Commune de Steinsel.

Demande de pétition publique 1068 - Amélioration du Système de collecte de déchets E-Trash Improve the E-Trash Waste Collection System

La collecte des déchets relève du domaine de compétence des communes ou des syndicats de communes.

Demande de pétition publique 1070 - Geblietzte Verkehrsteilnehmer belohnen mit "Check Cadeaux"

La proposition de récompenser les usagers de la route qui respectent les limitations de vitesse est une idée saugrenue, puisque le bon comportement sur la route doit être considéré comme normal. En outre, si la proposition en question était concrètement appliquée, des dépenses considérables grèveraient le budget de l'Etat.

Les auteurs des demandes de pétition publique 1013,1017,1018,1019,1020 et 1029 n'ont pas réservé de suite à la demande de la Commission de reformuler leurs textes. Partant, la Commission émet un avis négatif au sujet de la recevabilité.

Demande de pétition publique 1013 - Pas de devoirs pour les enfants scolarisés dans le primaire (6-12 ans)

Demande de pétition publique 1017 - Amateurfunk Lizenzen méi liicht gemaacht

Demande de pétition publique 1018 - Vëlosfuerer mussen vun den Autoen, Busser a Camionen 2 Meter Ofstand halen

Demande de pétition publique 1019 - Steieren fir Vëloen

Demande de pétition publique 1020 - All Vëlo soll eng Immatrikulatiounsplack kréien

Demande de pétition publique 1029 - Contre l'abattement des forêts

La Commission demande des modifications de texte pour les demandes de pétition publique reprises ci-dessous :

Demande de pétition publique 1060 - Demande d'avoir un délai de rétractation sur les contrats à signer

La Commission souligne que différentes lois luxembourgeoises prévoient un droit de rétractation au profit du consommateur. Le pétitionnaire est invité à

formuler concrètement ses revendications. Par ailleurs, l'emploi du pronom personnel « je » est à éviter.

Demande de pétition publique 1063 - Nos trains au Luxembourg, malgré des investissements phénoménaux, sont souvent en retard et même annulés. Les seuls qui semblent établir une statistique sont les CFL et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Afin de gérer ces conflits d'intérêts et d'augmenter la transparence, nous suggérons que la CFL rembourse le prix d'achat du billet du train en retard ou annulé. Donc un retard de plus de 10 min (annulation des trains incluse) fera que le prix d'achat du billet de l'utilisateur lui sera remboursé; le minimum remboursé sera 2 Euros.

La description des sentiments des employés CFL est à supprimer, de même que l'emploi du pronom personnel « je ». Quant à la longueur de l'intitulé, la Commission n'a pas d'objections à formuler.

Demande de pétition publique 1048 – Camion Transitverkéier mat liewegen Déieren duerch onst Land soll grondsätzlech verbuede ginn

En mains le texte amendé de la demande de pétition publique sous rubrique, la Commission demande des modifications supplémentaires :

Le premier alinéa de la motivation de l'intérêt général est à supprimer, les camions transporteurs d'animaux n'étant pas les seuls à provoquer des embouteillages et des accidents. Par ailleurs tous les transports d'animaux ne se déroulent pas dans des conditions barbares.

Au second alinéa, le terme de « skrupellos Geschäftsleit » constitue une généralisation injustifiée.

Demande de pétition publique 1067 - Blocage d'un carrefour: Avertissement taxé de 145 € et retrait de 2 points

La demande est tenue en suspens.

4. **Suivi des pétitions en cours d'instruction**

Validation de signatures

Aucune des pétitions publiques reprises ci-après n'a atteint le seuil de 4.500 signatures. Par conséquent, elles ne pourront faire l'objet d'un débat public. Les pétitionnaires sont invités à se prononcer, dans le délai d'un mois, sur un reclassement éventuel de leur pétition publique en pétition ordinaire.

Pétition publique 1002 - Réformation de la période maximale d'éducation des enfants connue sous le nom de "Baby Years" Opwäertung vun den Erzéiungsjoren "Baby Years"

Signatures : 237

Doublons : 2

Pétition publique 1004 - Arbeitszeiterfassung - Saisie du temps de travail

Signatures : 64
Doublons : 0

Pétition publique 1007 - Pour le plafonnement des loyers

Signatures : 247
Doublons : 6

Pétition publique 1003 – Chèques-Services - Das Sozialgesetz steht nicht im Einklang mit dem Steuergesetz

Signatures : 65
Doublons : 1

La pétition publique 1003 étant instruite avec la pétition 1010 – Neuregelung der Chèques-Services, la Commission décide de saisir le Gouvernement des deux pétitions en vue d'une prise de position.

Pétition publique 1001 - Passeport op 10 Joer verlängeran an net op 5 Joer loossen

Signatures : 587
Doublons : 11

Monsieur le Président signale que prochainement tout titulaire âgé d'au moins 18 ans aura la faculté de demander un passeport pour 10 ans.

Le pétitionnaire sera informé en ce sens.

Demandes de reclassement en pétition ordinaire

Les auteurs des pétitions publiques 891 et 986 se sont prononcés en faveur d'un reclassement de leurs pétitions publiques en pétitions ordinaires. Les textes sont transmis au Gouvernement en vue d'une prise de position.

Pétition 981 - Utilisation d'un gyrophare rouge pour infirmiers de garde et volontaires des services de secours

Pétition 986 - Une réglementation européenne pour des associations sans but lucratif européennes (a.s.b.l.e.)

Clôtures

Les auteurs des pétitions 976 et 977 ne se sont pas prononcés en faveur d'un reclassement en pétitions ordinaire. Partant, la Commission décide d'en clôturer l'instruction.

Pétition 976 - Remboursement des frais du traitement de l'impuissance sexuelle

Pétition 977 - Organisation des épreuves d'ajournement des classes terminales de la formation professionnelle

Prises de position du Gouvernement

Les prises de position gouvernementales reprises ci-après sont transmises aux pétitionnaires. Sans réaction de leur part dans un délai de deux mois, l'instruction de ces pétitions sera à considérer comme étant close.

Pétition 939 - Complément familial pour les familles recomposées frontalières
Prise de position de la Ministre de la Famille et de l'Intégration (15.06.2018)

Pétition 964 - Adaptation des toilettes publiques aux besoins des personnes portant des couches
Prise de position de la Ministre de la Famille et de l'Intégration (04.07.2018)

Pétition 996 - Pour l'installation d'un miroir de circulation à Alzingen
Prise de position du Ministre du Développement durable et des Infrastructures (02.07.2018)

Pétition 873 - Instauration d'une taxe de circulation pour toute automobile roulant sur les routes du Grand-Duché de Luxembourg ou abolition de vignette au Luxembourg

Etant donné que le pétitionnaire s'est déjà vu remettre une prise de position à laquelle le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ne compte plus rien ajouter, la Commission décide de clôturer l'instruction de la pétition dont l'objet est vidé.

Courriel adressé à la Commission des Pétitions

Le courriel en question concerne les amendes pour cyclistes étant en situation d'infraction au Code de la route. L'auteur du courriel est invité à respecter les règles de forme en matière de pétitions.

Monsieur le Président informe que la pétition publique 1016 - Weltkulturerbe UNESCO Luxemburg - Aufwertung des Immateriellen Weltkulturerbes « Echternacher Springprozession » Patrimoine mondial UNESCO du Luxembourg - Valoriser le patrimoine mondial immatériel « Procession dansante d'Echternach », a d'ores et déjà franchi le seuil des 4.500 signatures, la date limite étant fixée au 17 juillet 2018 à 24.00 heures. Le débat public est prévu pour le mardi 24 juillet 2018, à 09.00 heures, après la validation des signatures par la Commission.

Demande de pétition 1047 - Eng gesetzlech bezuelten Aarbecht Dispense fir an de Chrëschtliche Gottesdéngscht ze goen

La demande de pétition publique 1047 est retirée par son auteur.

5.

Divers

Monsieur le Président informe l'assistance que l'auteur d'une pétition qui fera prochainement l'objet d'un débat public a manifesté son intention de ne pas se présenter à cette occasion.

Il rappelle la décision de la Commission des Pétitions sur la présence obligatoire du pétitionnaire-initiateur lors du débat public, sauf si ce dernier peut présenter une excuse valable.

La Commission, après avoir scruté différentes hypothèses, décide de contacter le pétitionnaire.

Luxembourg, le 20 juillet 2018

Le Secrétaire-Administrateur,
Vera Haas-Gelejinsky

Le Président de la Commission des Pétitions,
Marco Schank